ON NE VA PAS, EN PLUS, LEUR ABANDONNER L'ÉCOLE !

C'est un article daté de décembre 2017, mais il a resurgi ces derniers jours sur les réseaux sociaux : « Marine Le Pen salue la politique de Jean-Michel Blanquer », avec cette introduction : « *Parlant de victoire idéologique pour le FN, Marine Le Pen a salué la politique menée par le ministre de l'Éducation.* » « *Tout est dit* », commentent les fiers internautes dont le compteur Geiger antifasciste s'emballa devant un titre dont ils n'auraient osé rêver.

Pourquoi maintenant ? Parce que le ministre s'est permis de proscrire l'écriture dite « inclusive » des écoles. Le syndicat SUD Éducation a d'ailleurs publié un communiqué tout en nuances qui, après avoir reproché au ministre de n'avoir rien de plus urgent, dans une période de crise et de précarité, que de s'occuper d'un tel sujet, précisait : « *SUD Éducation exige du*

ministre qu'il cesse d'essayer d'imposer son passéisme à la communauté éducative. SUD appelle les personnels à ne tenir aucun compte de ces instructions d'un autre temps, et à exercer comme ils le souhaitent en fonction des situations professionnelles le plein usage de leur liberté pédagogique. » Résumons : la précarité et la lutte contre l'échec scolaire sont essentiels, mais l'urgence est donc de tordre la langue pour en effacer toute trace d'universalité en distinguant systématiquement le féminin et le masculin, et de traiter de réactionnaire quiconque s'y oppose (alors même que le ministère promeut parallèlement la féminisation des noms de fonction ainsi que l'usage des termes génériques). Pis, il s'agit d'inciter des fonctionnaires à ne pas respecter les programmes scolaires qui, jusqu'à preuve du contraire, enseignent la langue française.

Cependant, la réapparition de cet article ancien et sa diffusion dans certains milieux enseignants révèlent un mal plus grave encore. On peut être critique envers la réforme du baccalauréat ou le choix erratique de vider l'épreuve de philosophie de sa substance en annonçant que la note du contrôle continu sera retenue si elle est supérieure à la note d'épreuve terminale. On peut être méfiant envers la future épreuve du « grand oral » et, plus globalement, constater l'écart entre les proclamations et les faits. On peut dénoncer la paupérisation du système et les injustices territoriales. On peut combattre le néolibéralisme promu par l'Institut Montaigne, dont Jean-Michel Blanquer est proche, et qui entre en contradiction totale avec la vision républicaine qu'il affirme être la sienne... Une chose est pourtant certaine : la phrase de Marine Le Pen et sa diffusion par ces adeptes des pédagogies délirantes qui ont détruit l'école et condamné à l'illettrisme les enfants les plus

défavorisés relèvent de l'alliance objective. Les fossoyeurs de l'école républicaine font un cadeau magistral au Rassemblement national en lui offrant sur un plateau, après la nation, le drapeau français, la laïcité et tout ce que la gauche avait défendu comme l'apanage du peuple souverain, l'école et son projet d'émancipation par le savoir.

Entendons-nous bien : quand Marianne combattait, il y a vingt ans, les méthodes promues par des pédagogues sectaires (on ne rappellera jamais assez que, dans les années 1980, le plus influent d'entre eux, Philippe Meirieu, prescrivait d'apprendre à lire aux enfants défavorisés sur des manuels d'utilisation d'appareils électroménagers sous prétexte que ce serait plus proche de leur réalité !), le parti de Marine Le Pen réclamait la destruction du service public d'Éducation nationale

pour favoriser le privé confessionnel et s'opposait à toute interdiction des signes religieux à l'école en soutien aux catholiques intégristes. Jusqu'à Najat Vallaud-Belkacem, les pédagogies les plus hors-sol furent promues, jusqu'à ces programmes de collège boursoufflés de jargon idiot (on se souvient des piscines devenues « *milieux aquatiques profonds standardisés* ») qui continuaient à nier la nécessité d'un apprentissage progressif, répétitif et rigoureux. Les professeurs étaient soumis à la pression d'une hiérarchie militante vidant leur

métier de sa substance et les fragilisant dangereusement.

Ceux qui, aujourd'hui, utilisent la colère contre le pouvoir macroniste pour tenter d'imposer le retour de pédagogies qui ont prouvé leur caractère nuisible, en particulier pour les élèves les plus fragiles, ceux qui veulent faire cadeau à l'extrême droite de la défense d'une école raisonnable, capable d'apprendre à lire, à écrire et à compter, et de transmettre l'histoire, la littérature et les sciences à ceux dont les familles ne pourront pas compenser les carences de l'école, sont des irresponsables. On connaît leur rhétorique. Quand le Rassemblement national sera aux portes du pouvoir parce qu'ils auront nettoyé toute opposition républicaine, ils expliqueront encore que la faute en revient à ceux qui « *popularisent les thèses de l'extrême droite* »... Détestable renversement.

Défendre une école exigeante, qui permet à chaque enfant d'aller au bout de lui-même et de se dépasser, une école qui émancipe par la maîtrise de la logique, et par la confrontation aux savoirs universels et aux productions du génie humain : ce projet-là rassemble une majorité de citoyens, parce que c'est la promesse de la République. L'abandonner à un duel Macron-Le Pen est une folie. ■

CEUX QUI UTILISENT
LA COLÈRE CONTRE LE
POUVOIR MACRONISTE
POUR IMPOSER LE
RETOUR DE PÉDAGOGIES
NUISIBLES SONT DES
IRRESPONSABLES.